

unité départementale d'Ille et Vilaine
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, 7 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HYDRACHIM

Z.A. La Pointe
35380 PLELAN LE GRAND

N° AOIT : 55/16445

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2022 dans l'établissement HYDRACHIM implanté Z.A. La Pointe 35380 PLELAN LE GRAND . L'inspection a été annoncée le 07/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de l'arrêté de mise en demeure en date du 27 septembre 2021 et des suites du recensement Seveso.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDRACHIM
- Z.A. La Pointe 35380 PLELAN LE GRAND
- Code AIOT : 00055/16445
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site exploitant par la société HYDRACHIM est spécialisé dans la fabrication de détergents, de produits d'hygiène et de traitement des eaux de piscine.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la précédente visite d'inspection du 10 juin 2020
- Suivi des quantités présentes sur site et du statut Seveso

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suites VI 2020 / Observation n°2020-02	Arrêté Préfectoral du 08/11/2012, article 4.2.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Statut Seveso	Code de l'environnement, article R.511-11	/	Sans objet
Conformité au dossier d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 08/11/2012, article 1.3.1	/	Sans objet
Suites VI 2020 / Observation n°2020-01	Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 3	/	Sans objet
Suites VI 2020 / Observation n°2020-03	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25	/	Sans objet
Suites VI 2020 / Observation n°2020-03	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	/	Sans objet
Suites VI 2020 / Observation n°2020-04	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25	/	Sans objet
Suites VI 2020 / Observation n°2020-04	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 2 et 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur a constaté que l'exploitant s'était mis en conformité dans le cadre du plan de modernisation des installations industrielles (PM2I). Il a également constaté que l'exploitant dispose d'un outil lui permettant de connaître les substances présentes sur site et leurs quantités et, en cas de nécessité, d'extraire les fiches de données de sécurité correspondantes.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Statut Seveso

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.511-11
Thème(s) : Situation administrative, Statut Seveso
Prescription contrôlée : I. – Une installation répond respectivement à la " règle de dépassement direct seuil bas " ou à la " règle de dépassement direct seuil haut " lorsque, pour l'une au moins des rubriques mentionnées au premier alinéa du I de l'article R. 511-10, les substances ou mélanges dangereux qu'elle vise sont susceptibles d'être présents dans les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site en quantité supérieure ou égale respectivement à la quantité seuil bas ou à la quantité seuil haut que cette rubrique mentionne. [...] II. – Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site répondent respectivement à la " règle de cumul seuil bas " ou à la " règle de cumul seuil haut " lorsqu'au moins l'une des sommes Sa, Sb ou Sc définies ci-après est supérieure ou égale à 1 [...]
Constats : Lors du dernier recensement Seveso, sur la base des quantités déclarées par l'exploitant, le coefficient de cumul Sc au titre du statut Seveso seuil bas atteignait 0,99. Au cours de la visite, l'exploitant a présenté le tableau de suivi quotidien de ce coefficient. L'inspecteur a constaté que le coefficient était demeuré inférieur à 1 en 2021 et début 2022 et avait atteint au maximum 0,89.
Observations : Au cours de la visite, l'inspecteur a demandé s'il existait une procédure explicitant le suivi des stocks et du coefficient de cumul Seveso. Cette procédure permettrait de présenter la marche à suivre en cas d'absence simultanée des deux personnes en charge de ce suivi. L'exploitant a indiqué qu'au jour de la visite, une telle procédure n'existait pas et qu'il allait la mettre en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conformité au dossier d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2012, article 1.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Respect des quantités présentes autorisées
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. [...]
Constats : L'exploitant a développé un outil de suivi des stocks présents dans ses installations. Il peut ainsi connaître les quantités présentes pour chaque rubrique de la nomenclature. L'exploitant a indiqué que les informations étaient actualisées en continu, lui permettant au besoin de reporter une livraison ou une commande. En cas de besoin, l'exploitant peut également extraire les fiches de données de sécurité et le type de conditionnement des produits présents par zone et par allée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suites VI 2020 / Observation n°2020-01

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 3
Thème(s) : Autre, Suite observation n°2020-01 (garanties financières)
Prescription contrôlée : L'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 (NOR : DEVP1223491A) prévoit que les installations relevant de la rubrique 2630 dont la capacité excède les 30 tonnes par jour sont soumises à garanties financières. Ce même article impose de commencer à constituer ces garanties financières à compter du 1er juillet 2019. Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas commencé à constituer ses garanties financières. Réponse de l'exploitant du 25 février 2021 : <i>« Le montant des garanties financières proposé dans le cadre du porter à connaissance déposé en octobre 2020 est de 137 759 €. Ce montant n'appelant pas de remarques de la part de notre inspecteur, nous allons nous rapprocher de notre assureur pour les mettre en place. »</i>
Constats : L'exploitant a présenté et transmis à l'Inspection l'acte de cautionnement solidaire en date du 3 mai 2021. Ce document acte de la constitution des garanties financières pour le site de Plélan-le-Grand.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suites VI 2020 / Observation n°2020-02

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2012, article 4.2.3
Thème(s) : Autre, Suite observation n°2020-02 (plan des réseaux)
Prescription contrôlée : L'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2012 impose que l'exploitant dispose d'un plan des réseaux daté et tenu à jour. Lors de la visite, il a été constaté que l'osmoseur, le forage, certains ouvrages (vannes, compteur, etc.) et certains dispositifs de protection (disconnecteur) ne figuraient pas sur le plan et que le réseau des eaux usées ne correspondaient pas au réseau réel. Réponse de l'exploitant du 25 février 2021 : <i>« Nous allons également réaliser rapidement la mise à jour du plan de nos réseaux (recollement des réseaux suite aux différents travaux réalisés. »</i>
Constats : L'exploitant a présenté un plan des réseaux dont la dernière mise à jour datait du 31 mars 2022. L'inspecteur a constaté que les compteurs d'eau pour le forage, l'alimentation en eau potable et les rejets d'eaux ne figuraient pas sur le plan présenté. L'exploitant a précisé qu'il allait y remédier.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai de mise en conformité : 30 jours
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suites VI 2020 / Observation n°2020-03

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Suite observation n°2020-03 (PM2I / état initial)
Prescription contrôlée : L'article 25 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 impose que les réservoirs de plus de 10 m ³ relevant de la rubrique 4331 dispose d'un dossier de suivi individuel. L'article 4 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 impose que les réservoirs des plus de 10 m ³ contenant des produits ayant la mention de dangers H400 ou H410 dispose d'un état initial. Lors de la visite, il a été constaté, que l'exploitant n'avait pas réalisé d'état initial ou de dossier de suivi individuel. Réponse de l'exploitant du 28 septembre 2021 : <i>« Vous trouverez ci-joint l'ensemble des documents réalisés pour le suivi de nos cuves d'éthanol, DA50 et mélangeurs de plus de 10 m³.</i> <i>La prestation de contrôle a été réalisée par la société DEKRA, nous avons complété le suivi de nos équipements déjà prévu par notre GMAO par ces éléments. »</i>
Constats : L'exploitant a fait réaliser l'état initial des capacités concernées par le PM2I.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suites VI 2020 / Observation n°2020-03

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Suite observation n°2020-03 (PM2I / état initial)
Prescription contrôlée : L'article 25 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 impose que les réservoirs de plus de 10 m ³ relevant de la rubrique 4331 dispose d'un dossier de suivi individuel. L'article 4 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 impose que les réservoirs des plus de 10 m ³ contenant des produits ayant la mention de dangers H400 ou H410 dispose d'un état initial. Lors de la visite, il a été constaté, que l'exploitant n'avait pas réalisé d'état initial ou de dossier de suivi individuel. Réponse de l'exploitant du 28 septembre 2021 : <i>« Vous trouverez ci-joint l'ensemble des documents réalisés pour le suivi de nos cuves d'éthanol, DA50 et mélangeurs de plus de 10 m³.</i> <i>La prestation de contrôle a été réalisée par la société DEKRA, nous avons complété le suivi de nos équipements déjà prévu par notre GMAO par ces éléments. »</i>
Constats : L'exploitant a fait réaliser l'état initial des capacités concernées par le PM2I.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suites VI 2020 / Observation n°2020-04

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Suite observation n°2020-04 (PM2I / plan d'inspection)
Prescription contrôlée : L'article 25 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015, les articles 2 et 4 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 imposent la définition d'un plan d'inspection des réservoirs. Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas défini de plan d'inspection pour les réservoirs concernés. <i>Réponse de l'exploitant du 28 septembre 2021 :</i> « Vous trouverez ci-joint l'ensemble des documents réalisés pour le suivi de nos cuves d'éthanol, DA50 et mélangeurs de plus de 10 m ³ . La prestation de contrôle a été réalisée par la société DEKRA, nous avons complété le suivi de nos équipements déjà prévu par notre GMAO par ces éléments. »
Constats : Dans le cadre du PM2I, l'exploitant a mis en place un plan d'inspection des capacités concernées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suites VI 2020 / Observation n°2020-04

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 2 et 4
Thème(s) : Risques accidentels, Suite observation n°2020-04 (PM2I / plan d'inspection)
Prescription contrôlée : L'article 25 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015, les articles 2 et 4 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 imposent la définition d'un plan d'inspection des réservoirs. Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas défini de plan d'inspection pour les réservoirs concernés. <i>Réponse de l'exploitant du 28 septembre 2021 :</i> « Vous trouverez ci-joint l'ensemble des documents réalisés pour le suivi de nos cuves d'éthanol, DA50 et mélangeurs de plus de 10 m ³ . La prestation de contrôle a été réalisée par la société DEKRA, nous avons complété le suivi de nos équipements déjà prévu par notre GMAO par ces éléments. »
Constats : Dans le cadre du PM2I, l'exploitant a mis en place un plan d'inspection des capacités concernées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet